

V
PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Le 27 juin 1994

Le Général
Chef de l'Etat-Major Particulier

- N O T E -

à l'attention de
Monsieur le Président de la République

*Kigali - Rwanda ; de
Le Bourgeois de Provence*

O B J E T : Votre entretien avec M. Léotard le 27 juin à 17 heures.
Situation.

4v

1.- EX-YOUGOSLAVIE.

La situation est calme en Croatie et relativement calme en Bosnie à l'exception de la région de Zavidovici (Bosnie centrale) où les Musulmans ont pris l'initiative d'affrontements contre les Serbes.

Au plan diplomatique, le groupe de contact se réunira demain, mardi 28 juin, à Paris pour finaliser un certain nombre de propositions concernant la carte, l'attitude à adopter en fonction des réponses des parties et le rôle que devra jouer la Forpronu. La prochaine réunion ministérielle se tiendra à Genève début juillet.

2.- RWANDA.

Situation. Sur le plan diplomatique, l'action de la France semble mieux comprise et suscite moins de réserves. Dix-neuf pays ont annoncé des contributions souvent conditionnelles. A ce jour, seuls un détachement sénégalais et une équipe médicale mauritanienne ont rejoint la base de Goma.

Au Rwanda, où nos patrouilles ont été fêtées par la population hutue, des changements d'attitude des différents acteurs sont déjà perceptibles. Le F.P.R. semble prêt à admettre notre engagement sous réserve que nous ne cherchions pas à le priver de sa victoire militaire. Les forces gouvernementales, par contre, après avoir salué notre arrivée, s'inquiètent de la rupture de leurs approvisionnements en munitions par le Zaïre qu'entraîne notre présence. Une liaison permanente avec les deux parties, devrait être assurée par l'envoi de deux diplomates auprès, respectivement, du gouvernement intérimaire et du F.P.R.

Sur le plan militaire, les rebelles n'ont toujours pas réussi à s'emparer de Kigali qu'ils tentent d'encercler largement en attaquant de la région de Gitarama en direction du nord.

Notre détachement poursuit sa montée en puissance. A la fin de la journée, ses effectifs devraient atteindre 1500 hommes. La reconnaissance des camps de réfugiés et des communautés menacées se poursuit à proximité de la frontière zaïroise. Quelques religieuses et la famille de M. Twagiramungu ont été évacuées.

La situation est très tendue à Kibuye où nos patrouilles ont été renforcées. Toutefois, selon les informations du C.I.C.R., c'est au sud, à Gikongoro et Butare que la situation est la plus dramatique et les populations les plus menacées.

La mise en place, aujourd'hui, auprès du Général Lafourcade, de la cellule d'urgence du Quai avec 40 tonnes de vivres et de médicaments devrait renforcer notre action. C'est néanmoins à partir de Bujumbura que l'essentiel de l'intervention des O.N.G. et de l'Union européenne devrait être assumé pour stabiliser le Burundi et éviter l'engorgement de la base de Goma.

Pour la suite de notre action, le Premier ministre qui craint toujours l'enlèvement et le contact de nos troupes avec le FPR a donné hier comme consigne à l'Amiral Lanxade d'interdire toute implantation de plus de vingt quatre heures de nos unités sur le territoire rwandais et de limiter les patrouilles à la région frontalière. Il s'est notamment opposé au maintien d'un élément de surveillance et de dissuasion au Col de N'Gada qui contrôle l'accès de Kibuye en venant de Gitarama et dont la saisie permettrait de couper en deux l'ouest du Rwanda.

Commentaire:

Le succès de notre intervention serait remis en cause si des massacres reprenaient dans des secteurs où notre présence est très fugitive et surtout en cas de rupture du front qui provoquerait le déferlement de millions de réfugiés que nous ne pourrions maîtriser.

La seule réponse technique consisterait à contrôler quelques points clés (et notamment le col de N'Gada) en poursuivant le recensement et en assurant la protection des camps de réfugiés les plus menacés en particulier dans la région sud (Gikongoro, Butare) afin de geler les mouvements de population en attendant l'aide logistique promise et l'arrivée de la MINUAR.

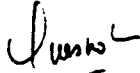
Ceci nécessite davantage qu'un va-et-vient de quelques hommes et de quelques femmes à partir de la frontière zairoise.

3.- CEREMONIES DU DEBARQUEMENT DE PROVENCE.

Dans une note du 20 juin, rédigée en accord avec P.Chassigneux, J.Kahn, B.Marre et votre état-major particulier, M.Védrine vous a proposé de regrouper dans la journée du 15 août les différentes cérémonies liées à cet anniversaire :

- revue navale en fin de matinée,
- déjeuner officiel en l'honneur des chefs d'Etat et des chefs de délégation,
- cérémonies sur les plages dans l'après-midi.

M.Léotard vous fera sans doute part des inconvénients que présenterait pour la Défense le report de la revue navale du 14 au 15 août, si vous reteniez cette solution. Les bâtiments participant à la revue du 14 devraient en effet se rendre dans plusieurs ports de la côte, le 14 au soir et le 15, et apporter aux municipalités un certain nombre de concours (détachements militaires, musiques) pour l'organisation des cérémonies.


Général QUESNOT